Rapport 2010 sur la Liberté de Culte au plan International

Niger

La constitution prévoit la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué de manière générale à la libre pratique de la religion.

Le gouvernement a généralement respecté la liberté de culte dans la pratique. Toutefois, le ministre en charge des affaires religieuses a tenté d'interdire le discours religieux qu'il a considéré une menace à l'ordre public.

Il a été fait cas d'un abus ou discrimination sur la base de l'appartenance religieuse, la croyance ou la pratique. Les leaders éminents de la société ont pris des mesures positives pour promouvoir la liberté de culte.

Dans le cadre de sa politique globale de promotion des droits de l'homme, le gouvernement américain discute de la liberté de culte avec le gouvernement nigérien.

Section I. La démographie religieuse

Le pays a une superficie de 490.000 miles carrés (1.267.000 km²) et une population de 15,9 millions d'habitants.

Plus de 98 pour cent de la population pratique l'Islam. Environ 95 pour cent des Musulmans sont de confession sunnite et 5 pour cent de confession chiite. Il y a également de petites communautés de Chrétiens et de Baha'is. Les Chrétiens, aussi bien Catholiques que Protestants, représentent moins de 2 pour cent de la population et sont principalement dans les régions de Maradi, Dogondoutchi, et Niamey et dans d'autres centres urbains au sein des populations expatriées. Les adeptes de la religion chrétienne se comptent parmi les croyants locaux descendants des familles coloniales françaises ainsi que les immigrants des pays côtiers voisins, notamment le Bénin, le Togo et le Ghana. Au nombre de quelques milliers, les Baha'is résident principalement à Niamey et dans les communautés vivant sur la rive ouest du fleuve Niger, le long de la frontière du Burkina Faso. Il a été rapporté qu'un très faible pourcentage de la population pratique des croyances religieuses locales.

Section II. Etat du respect de la liberté de culte par le gouvernement

Cadre juridique / politique

La constitution prévoit la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué à la pratique généralement libre de la religion.

En général le gouvernement respecte ce droit dans la pratique, mais surveille l'expression religieuse qu'il considère comme une menace potentielle à l'ordre public ou à l'unité nationale.

Les chefs traditionnels et les hauts membres du clergé musulman ont fait valoir le droit d'approuver le contenu des prêches et les plans de construction de mosquée par les prédicateurs musulmans étrangers et les bailleurs de fonds ; mais dans la pratique, cette revendication n'apparaît pas faire obstacle aux clergés et les organisations étrangères, dont la doctrine est souvent différente de l'enseignement traditionnel soufi des clergés et des chefs religieux.

Suite à la prise de pouvoir 18 Février, 2010 par l'armée, la nouvelle junta militaire, le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie, a supprimé le Ministère des Affaires Religieuses et a donné la responsabilité des affaires religieuses au nouveau Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation, et des Affaires Religieuses. Le Conseil Islamique du Niger (CIN), qui a été créé en 2006 et composé de représentants des organisations musulmanes et de l'Etat, rend compte au Ministère de l'Intérieur (MI).

Le gouvernement a réglementé les préparatifs du Hajj, en dénonçant l'organisation défectueuse du Hajj par plusieurs agences de voyage locales par le passé.

Le gouvernement observe les fêtes religieuses suivantes comme fêtes nationales: Maulid al-Nabi (anniversaire du prophète Muhammad), le Lundi de Pâques, Eid al-Fitr, Lailat al-Qadr, l'Eid al-Adha, Muharram et Noël. Il est courant pour les Musulmans et les Chrétiens de participer aux réjouissances de l'un et de l'autre pendant ces fêtes.

La Constitution interdit aux partis politiques d'avoir une plate-forme basée sur une idéologie religieuse.

Les organisations religieuses doivent se faire enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. L'inscription est une formalité, et rien n'indique que l'Etat favorise un groupe religieux par rapport à un autre, ou qu'il n'ait jamais refusé d'enregistrer une organisation religieuse. L'autorisation d'exercer est soumise au dépôt des documents légaux requis et à l'enquête de moralité des responsables de l'organisation. La construction de tout lieu de culte doit être également soumise à l'approbation du gouvernement ; mais il n'y avait aucune indication que le gouvernement a refusé les permis de construction au cours de la période concernée par ce rapport.

Les missionnaires étrangers doivent se faire officiellement enregistrer en tant qu'associations.

Le gouvernement interdit l'enseignement religieux dans les écoles publiques.

Restrictions sur la liberté de culte

Le gouvernement a généralement respecté la liberté de culte dans la pratique ; Toutefois, le ministre en charge des affaires religieuses a tenté d'interdire le discours religieux qu'il considère comme une menace à l'ordre public.

Les entraves à la liberté de culte

Au cours de la période précédente, le CIN a organisé des séminaires pour harmoniser les dates des fêtes religieuses afin d'éviter la répétition des incidents de 2007, quand la police a harcelé ou détenu des dirigeants locaux pour avoir célébré l'Eid al-Fitr deux jours plus tard que la date de l'Eid annoncé par le gouvernement.

Le 26 novembre 2009, des responsables de l'ancien Ministère des Affaires Religieuses et des chefs religieux ont émis de fortes mises en garde pour dissuader tous ceux qui voulaient célébrer l'Eid al-Adha le 27 novembre, c'est à dire, un jour plus tôt que la date fixée par le gouvernement. Le 21 septembre 2010, la police régionale de Zinder a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques pour disperser la population de Korin Bakoye pour célébrer l'Aïd al-Fitr un jour plus tard que la date annoncée par le gouvernement.

Il n'a pas été constaté l'existence de prisonniers ou détenus sur la base de considérations religieuses dans le pays.

Conversion forcée à la religion

Il n'y a pas eu d'informations faisant état de conversion forcée à la religion .

Section III. Etat du respect de la liberté de culte au sein de la société

Il n'existe pas d'informations faisant état d'abus ou de discrimination fondée sur l'appartenance, la croyance ou la pratique religieuse. D' éminents leaders d'opinion ont pris des dispositions positives pour promouvoir la liberté de culte.

En Février 2009 l'Eglise catholique de Niamey a mené une évaluation de ses programmes visant à promouvoir la sensibilité et le dialogue interreligieux. Les évaluateurs ont recommandé une diffusion continue des valeurs positives partagées par les Chrétiens et les Musulmans et ont appelé les chefs religieux à poursuivre l'éducation des populations afin d'éviter les comportements et les propos susceptibles de semer la discorde.

Les responsables chrétiens et musulmans ont continué à cultiver ces valeurs dans leurs efforts en vue de favoriser une résolution pacifique à la prise du pouvoir par les militaires en février 2010. Un atelier organisé en avril et en mai 2010 par l'Association Nationale pour l'Appel et la Solidarité Islamique dans chacune des huit régions du pays a été l'occasion de renforcer le dialogue interreligieux.

Section IV. Politique du gouvernement américain

Le gouvernement américain discute de la liberté de culte avec le gouvernement nigérien dans le cadre de sa politique globale de promotion des droits de l'homme. L'ambassade met régulièrement l'accent sur l'importance de la tolérance religieuse dans ses déclarations publiques, ses programmes et lors des rencontres avec les responsables gouvernementaux et les membres de la société civile. Le Secrétaire Général de la Fédération des Associations Islamiques du Niger, Cheick Mahamane a participé à un programme pour visiteurs internationaux (International Visitor Leadership Program - IVLP) aux Etats-Unis pour deux semaines en 2008. En avril 2010,

il a été le conférencier invité lors d'une tournée de l'USAID dans les huit capitales régionales du pays, pour parler de la tolérance religieuse aux États-Unis.

Chaibou Mahamane Dambo, de la Radio et Télévision Bonferey orientées vers les questions islamiques, le plus grand et important organe de diffusion religieuse dans le pays, a donné en forte rotation sur la radio et télévision le message du Président Obama à l'occasion du Ramadan.

Cheikh Boureima Abdou, l'une des figures les plus marquantes du pays en matière islamique, a pris part à un programme IVLP du 24 octobre au 14 novembre 2009. À son retour il s'est associé à l'ambassade pour organiser un séminaire en mars 2010, qui a atteint des millions de personnes grâce à une couverture à la télévision, la radio et les journaux publics. Il a expliqué qu'il avait quitté avec ses collègues avec l'impression que les États-Unis sont un "ennemi de l'Islam" mais il est revenu impressionné par la diversité, la tolérance, l'ouverture et la fidélité du peuple américain.

L'ambassade a procédé à une large distribution de six exemplaires des discours clés du Président Obama au Caire et au Ghana ainsi que des copies de ses vœux à l'occasion du Ramadan aux dirigeants islamiques influents, aux contacts, aux médias et au public.

En collaboration avec un groupe composé des musiciens les plus réputés du pays, l'ambassade a produit un chant et une vidéo musicale basée sur les discours du président Obama au Caire et au Ghana. Les musiciens, venant de toutes les régions du pays, ont chanté et rappé dans les langues française et locale sur l'importance de la tolérance religieuse et la bonne gouvernance.